

# LE MESSAGER DE TAHITI.

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

TAHITI le 15 Juin 1867

## TE VEA NO TAHITI.

Mahana mai 22 Tuina 1867.

**PRIX DE VENTE** (pour les abonnés annuels):  
 En... 12 fr.  
 En... 10 fr.  
 En... 8 fr.

Par les Abonnements et les Annonces, l'éditeur  
 AU BUREAU DE LA POSTE,  
 Imprimerie du Gouvernement.

**PRIX DES ANNONCES** (au complet):  
 Les 25 premières lettres... 10 fr. la ligne.  
 Les 26 lettres de 20 lignes... 10 fr. la ligne.  
 Les 27 lettres de 20 lignes... 10 fr. la ligne.

### SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Arrêté relatif au dépôt au domaine par les acquéreurs de terres de leurs titres de propriété. — Avis administratif. — Tribunal.  
**PARTIE NON OFFICIELLE.** — Les colonies françaises. — Mouvements du port.  
 — Marché de Papeete — Tableaux d'abats. — Annonces.

### PARTIE OFFICIELLE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux Iles de la Société,  
 Vu les articles 35 et 36 de l'arrêté du 15 octobre 1851, ensemble la résolution de l'Assemblée législative tahitienne en date du 7 avril 1866;

Vu l'augmentation des transactions relatives à la propriété territoriale;  
 Afin d'apporter une solution rapide à ces transactions, et de connaître d'une manière exacte les terres pouvant faire l'objet de concessions à des colons;

Sur la proposition de l'Ordonnaire f.f. de Directeur de l'Intérieur et du Directeur des affaires indigènes,

#### ART. 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours de la délivrance par le cadastre des plans parcellaires exigés par l'article 37 de l'arrêté sus-visé du 15 octobre 1851, les acquéreurs auront à déposer au domaine leurs titres de propriété, pour être présentés à notre approbation. La date de ce dépôt sera constatée dans le rapport qui doit nous être adressé par le directeur du domaine, conformément à l'article 36 du même arrêté.

Les dépositaires pourront exiger constatation écrite du dépôt.

ART. 2. L'extension des formalités qui précèdent pourra entraîner l'application immédiate des dispositions de l'article 35 de l'arrêté précité.

En cas de simple opposition du Commissaire Impérial, les actes intervenus seront nuls de plein droit.

Les frais de cadastre demeureront à la charge des parties qui auront requis le lever des plans.

ART. 3. Pour assurer l'exacte application des dispositions ci-dessus, le chef du service du cadastre pourra faire procéder d'office, et à titre d'opérations cadastrales, au lever des terres dont les plans ne seraient point réclamés.

A cet effet, le Directeur des affaires indigènes lui transmettra un duplicata de tous les certificats de non opposition qu'il aura délivrés.

ART. 4. Les personnes actuellement en possession de plans betvis sur leur réclamation seront tenues de déposer leurs titres au domaine avant le 1<sup>er</sup> août prochain.

A défaut, il leur sera fait application de l'article 2 ci-dessus.

ART. 5. L'Ordonnaire f.f. de Directeur de l'Intérieur et le Directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager*, inséré au *Bulletin officiel* des Etablissements et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 15 juin 1867.

DE LA BONCÉRIE.

Par le Commissaire Impérial:  
 Le Directeur des affaires indigènes, L'Ordonnaire f.f. de Directeur de l'Intérieur,  
 F. A. ROYER. T. NEUVY.

### ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR.

#### Service des Contributions. — Poste aux Lettres.

La golette américaine *Flying Dart* sera expédiée pour San Francisco avec le courrier postier l'Europe le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Le sac de la correspondance sera fermé la veille du départ à huit heures.

Le public est prévenu que, le même jour, à 5 heures de l'après-midi, le bureau de la poste sera fermé pour la délivrance des timbres-poste.

### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

#### Tribunal de Police correctionnelle.

Audience du 24 mai. — Jugement qui condamne le nommé Brémont (François), charpentier, demeurant à Hamuta, district de Pape, à quinze jours de prison, vingt-cinq francs d'amende et aux dépens, par application de l'article 226 du Code pénal, pour outrages et menaces faits aux agents de la police indigène dans l'exercice de leurs fonctions.

Même audience. — Jugement qui condamne le nommé Motrioux (Pierre), dit Mancoeu, tonnelier, âgé de quarante ans, né à Cray sur Loire (Sarthe), demeurant à Papeete, à six jours de prison, à seize francs d'amende et aux dépens, par application des articles 314 du Code pénal, 1 et 4 de la loi du 24 mai 1833, pour port illégal d'une arme prohibée. Le même jugement prononce la confiscation de l'arme saïse et place Motrioux sous la surveillance de la haute police pendant une année.

Audience du 27 mai. — Jugement qui condamne le nommé Hutin (Pierre), chaudronnier, âgé de quarante-un ans, né à Yienne le Château (Marne), demeurant à Papeete, à cinquante francs d'amende

et aux dépens, par application des articles 410 et 463 du Code pénal, pour avoir tenu une maison de jeux de hasard. Le même jugement prononce la confiscation des enjeux et objets saïses.

Audience du 24 mai. — Jugement qui condamne l'indigène Terralosse à Territoire, dit Tuto, cultivateur, âgé de quarante-neuf ans, né à Raïatea, demeurant à Papanua, à six mois de prison, cinquante francs d'amende et aux dépens, par application des articles 401 et 463 du Code pénal, pour vol d'un homme du vingt francs commis en préjudice d'un maria de la frégate française *Verdele*.

Même audience. — Jugement qui condamne le nommé Quiril (Sébastien) de trente-trois ans, né à Bouchard, sans domicile fixe, à quatre mois de prison, cent francs d'amende et aux dépens, par application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté local du 30 mars 1865, pour avoir excité des engagés à abandonner l'exploitation de la plantation Soaré, à Atimacoo.

#### Tribunal de simple Police.

Audience du 4 mai. — Jugement qui condamne l'indigène Tarrui, demeurant à Mahina, à dix francs d'amende et aux dépens, pour contrevention à l'article 14 de l'arrêté du 6 novembre 1859, lequel interdit aux personnes à cheval de galoper dans l'enceinte de Papeete.

Même audience. — Jugement qui condamne les femmes indigènes Poutu, Miti, Yabine à Taitu, Terau et Terau, demeurant à Papanua, distric de Fasa, à onze francs d'amende chacune et solidairement aux dépens, par application de l'article 478, n. 2, du Code pénal, pour tapage nocturne troublant la tranquillité des habitants.

Audience du 18 mai. — Jugement qui condamne l'indigène Mairi, demeurant à Pape, à vingt francs d'amende et aux dépens, par application de l'article 5 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 1866, lequel interdit aux indigènes de fabriquer du bois-soufre fermenté.

Audience du 25 mai. — Jugement qui condamne les indigènes Raupua, Areti, Tumu, Tipaé, Tami, Teave, Teina, et les femmes Titu, Moraé et Nono, demeurant à Taunou, district de Pare, à vingt francs d'amende chacun et solidairement aux frais de la procédure, par application du même arrêté.

Pour extraits conformes:

Le Greffier, A. BUCCHIA.

### PARTIE NON OFFICIELLE.

#### Les colonies françaises.

Le ministère de la marine et des colonies vient de publier le statistique des colonies françaises pour l'année 1864; cette statistique se compose de 93 grands tableaux donnant l'état de la navigation de nos divers établissements coloniaux.

La population totale de nos colonies est de 936,132 habitants, qui se répartissent ainsi: Martinique, 137,673; Guadeloupe, 133,363; Guyane, 18,336, non compris les îles françaises; Réunion, 303,472; Sénégal, 170,101; établissements de l'Inde, 329,533; Mayotte et Nossi-Bé, 22,570; Saint-Pierre et Miquelon, 3,753; Nouvelle-Calédonie, 435 (blancs seulement, non compris 40 ou 50,000 indigènes); Tahiti, 9,035.

Pendant l'année 1865, la canne à sucre couvrait une superficie de 86,672 hectares, dont 49,514 à la Martinique, 18,384 à la Guadeloupe, 392 à la Guyane, et 48,382 à la Réunion. Le café donnait un total de 5,363 hectares, dont 531 à la Martinique, 2,307 à la Guadeloupe, 516 à la Guyane et 1,976 à la Réunion. Le coton étend représenté par 5,017 hectares, dont 479 à la Guadeloupe, enfin, dans ces quatre colonies, 1,216 hectares étaient plantés en cacao, 410 en girofle, 495 en vanille, 8 en pavot, 719 en tabac, 1,269 en rocou, et 47,875 en vivres divers.

La valeur des importations et des exportations de toutes nos colonies s'est élevée, en 1864, à la somme totale de 236,478,538 fr., dont 121,361,560 aux importations et 105,216,978 aux exportations.

Voici le rang qu'occupe chaque colonie au point de vue commercial: Réunion, 58,663,571 fr.; Martinique, 43,942,684 fr.; Guadeloupe, 32,746,268 fr.; Sénégal et Gorée, 28,930,998 fr.; Etablissements de l'Inde, 35,626,216 fr.; Saint-Pierre et Miquelon, 14,271,504 fr.; Guyane, 11,111,206 fr.; Tahiti, 1,833,919 fr.; Canton, 2,071,478 fr.; Nouvelle-Calédonie, 1,656,980 fr.; Mayotte et Nossi-Bé, 1,308,571 fr.; Sainte-Marie et Madagascar, 339,243 fr.

Les mouvements de la navigation française et étrangère auxquels les communes maritimes des colonies et les ports français, à domptéu en 1864, ont employé 8,084 navires (crautes et sorties réunies). Sur ces 8,084 navires, 2,331 étaient étrangers et la statistique n'en indique pas le tonnage. Les 5,553 bâtiments naviguant sous pavillon national représentent un ensemble de 176,588 tonneaux et étaient montés par 37,498 hommes.

La Cochinchine n'est pas comprise dans la statistique officielle du ministère, parce que la création de cette colonie est de date trop récente pour qu'il soit possible d'en établir la statistique sur les mêmes bases que dans les autres colonies.

A l'occasion de l'anniversaire de la naissance de S. A. le Prince Impérial, l'amiral ministre de la marine et des colonies a accordé 46 médailles en or et en argent pour faits de sauvetage, et fait adresser un grand nombre de témoignages de satisfaction pour des actes de courage et de dévouement accomplis sur le littoral.

